

*Participation des adhérents au sein du Partido Popular :
analyse de l'implication des bases dans trois activités partisanes stratégiques*

Frédérique Chadel

Nombre de transformations ont modifié le modèle classique du parti d'intégration de masses en le métamorphosant en une organisation fortement professionnalisée, motivée essentiellement par le succès électoral (Duverger, Maurice, 1951 ; Kirchheimer, Otto, 1965). Cette évolution organisationnelle a été largement analysée comme consubstantielle à une adaptation à une nouvelle façon de faire de la politique, impliquant la mobilisation professionnalisée de l'électeur moyen par une modération du corpus idéologique partisan et la mise en scène d'un leader médiatisé (Franklin, Mark *et al.*, 1992). Le corollaire de cette médiatisation de l'activité partisane est la marginalisation des militants à la fois dans les formations politiques, mais également dans les modèles théoriques rendant compte des structures de pouvoir de ces partis (Katz, Richard, Mair, Peter, 1992a, 1992b, 1994). Ces derniers deviennent alors des « partis sans partisans », les militants perdant la position centrale qu'ils occupaient jusque dans les années soixante-dix au sein de l'organisation (Russell, J. Dalton, *et al.*, 2001). Les partis professionnalisés ont tendance à accorder, dans la compétition électorale, une plus grande autonomie stratégique au leader et à sa coalition dominante, à peine entravée par les exigences des adhérents (Panebianco, Angelo, 1988). Or, même s'ils ne remplissent pas les fonctions mobilisatrices d'antan, ces derniers ont une fonction de légitimation indéniable : à la fois à l'intérieur de leur propre parti, les coalitions minoritaires s'appuyant sur cette ressource humaine pour réclamer une part ou la totalité du pouvoir, mais également à l'extérieur de l'organisation pour justifier de la capacité mobilisatrice et de la force du parti vis-à-vis de ses adversaires, de son caractère représentatif et démocratique. Ainsi, les adhérents deviennent une ressource propre que les dirigeants nationaux convoitent chaque fois davantage pour légitimer leurs propres choix stratégiques et idéologiques.

Face à un déclin de l'affiliation traditionnelle, à la montée en puissance du militantisme associatif et contestataire, les leaders de partis prônent un renforcement des pouvoirs des adhérents au sein de l'organisation. Le modèle de processus décisionnel « top-down » semble avoir vécu, au moins officiellement, les transformations organisationnelles étant accompagnées d'une publicité médiatique sans pareil vantant l'esprit de démocratie interne régnant dans le parti tout nouvellement transformé. Cette évolution est encore plus surprenante dans le cas des partis conservateurs, si l'on considère que l'image d'Epinal de ces formations politiques est celle d'organisations fortement hiérarchisées, peu enclines, en définitive, à l'inverse des partis de masse, à laisser une place de choix à leurs militants et plus globalement à leurs adhérents. La problématique d'une démocratisation des structures partisanes remet en question les modèles classiques de structuration des partis. En effet, ceux-ci constataient une oligarchisation telle (Michel, Robert, 1914, Ostrogorski, Moseï, 1979), que les fonctions essentielles remplies par les partis évacuaient toute participation militante, les leaders inventant toute sorte de ruses statutaires pour tenir à l'écart des activités stratégiques des adhérents considérés trop radicaux (May, John, 1973). Par contrecoup, les revendications de démocratie interne touchent des fonctions clé des partis. C'est pourquoi nous évaluerons la capacité des adhérents du Partido Popular à participer à trois activités stratégiques de leur

organisation : la sélection des dirigeants, l'adoption des préférences identitaires et la sélection des candidats aux élections. Les responsables de ce parti revendiquent une participation active de leurs adhérents aux processus de décision interne, font l'apologie, comme dans les anciens partis de masse, du nombreⁱ. Toutefois, même si les dirigeants populaires affichent avec fierté leur force militante, qu'en est-il vraiment de la participation des adhérents ?

Sélection des dirigeants et des préférences identitaires

Les revendications de participation des adhérents concernent le plus souvent la sélection des responsables partisans ainsi que la formulation des préférences idéologiques et programmatiques du parti. Ces deux activités partisans intègrent généralement les adhérents de façon symbolique lors d'un rituel clé : le congrès. Dans le cas du Partido Popular, cette participation des adhérents est essentielle pour le processus de légitimation du personnel dirigeant ainsi que pour le choix des programmes électoraux. Le principe de la participation des adhérents en congrès est d'ailleurs associé à chaque niveau de structuration territoriale (national, autonome et provincial). La pratique populaire en matière de sélection du leadership partisan n'a pas varié depuis la fondation du parti. Le choix du leader et de la composition du Comité Exécutif National (CEN), principal organe de direction de l'organisation, intègre la participation des adhérents du parti par le vote de leurs représentants lors du congrès partisanⁱⁱ. Ce dernier a lieu tous les trois ans. Il demeure le lieu symbolique de la participation militante, à la fois pour le choix de l'équipe dirigeante, mais également en matière idéologique et programmatique. Le congrès national est suivi de congrès régionaux et provinciaux qui, à chaque niveau territorial, permettent une participation des bases pour la désignation des responsables partisans. Le déroulement de ces congrès met en scène la relation privilégiée entre leader, membres de l'exécutif et bases militantes non seulement dans les actes formalisés de participation des adhérents (vote, discussion de rapports de fonctionnement ou débats à caractère idéologique dont le déroulement est inscrit dans les statuts du parti et du congrèsⁱⁱⁱ), mais également, symboliquement, les trois jours consacrés au parti par les adhérents et les élites renforçant la cohésion interne du parti. De plus, les congrès populaires ont une fonction médiatique indéniable, les débats, les votes et les discours des dirigeants ayant une couverture médiatique d'autant plus importante que ces congrès ont lieu avant de grandes échéances électorales^{iv} ou font l'objet d'importants changements organisationnels^v. Les congrès représentent le rituel par excellence de la participation des militants du parti par la voie de leurs mandataires. L'acte est ritualisé de façon immuable. Il affirme la cohésion et l'unité du parti à travers les présentations des rapports à débattre, les ateliers de discussion de ces rapports, les discours des dirigeants du parti, les discussions de couloirs ou les déjeuners annulant, l'espace d'un week-end, les barrières entre les différentes catégories d'acteurs, l'acte du vote à main levée pour les choix idéologiques et à bulletin secret pour l'équipe dirigeante. La mise en scène du congrès, grâce aux hymnes partisans^{vi}, à l'ampleur de l'acte, rend l'événement non seulement populaire auprès des bases partisans, mais également leur offre le sentiment largement partagé d'offrir leurs compétences aux dirigeants du parti^{vii}. Cependant, même si cet acte ritualisé est d'une importance extrême en matière de ressources collectives pour l'ensemble de l'organisation partisane et surtout pour les bases, il s'agit là d'une participation toute symbolique, les dirigeants du parti contrôlant rigoureusement le choix de l'équipe composant le CEN ainsi que la rédaction des rapports présentés en congrès et discutés avec les congressistes lors des ateliers. En effet, il est à noter

que peu d'amendements sont apportés aux rapports organisationnels et idéologiques qui sont rédigés par des dirigeants choisis par le président de parti lui-même^{viii}. Les textes sont votés quasiment à l'unanimité par les congressistes. Le choix des dirigeants nationaux laisse encore moins de place à la participation active des adhérents du parti, qui ne font que plébisciter une liste bloquée, composée par le leader du parti lui-même. D'ailleurs les résultats de l'élection montrent toujours un taux de participation maximale et approuvent le choix du leader à des taux records (près de 95% des suffrages exprimés). De plus, l'étude des parcours personnels des membres de la direction et surtout des responsables des aires organisationnelles^{ix} présente un type de carrière fortement dépendante du chef de parti, la plupart des responsables partisans n'ayant pas de notabilité électorale propre et possédant plutôt une expérience de gestionnaires au sein de l'organisation^x. Ainsi, malgré une participation formelle des adhérents du parti dans deux des activités les plus importantes de l'organisation – la sélection des dirigeants nationaux et les choix idéologiques –, la centralisation demeure la règle au sein du PP.

La participation des adhérents dans les instances régionales et provinciales, par la voie des congrès territoriaux, suit la norme établie pour le congrès national. Le principe de décentralisation et donc d'autonomisation des processus de décision à tous les niveaux territoriaux est l'un des emblèmes du Partido Popular qui affirme dès les premiers articles de ses statuts, dans les principes de l'organisation territoriale, que le parti projette son action sur l'ensemble du territoire national grâce à une structure régionale décentralisée. Cependant, une précaution de taille limite de façon drastique l'autonomie des unités organisationnelles territoriales et donc la capacité des adhérents de base à intervenir dans la sélection de leurs candidats aux postes d'organisation et en matière de choix idéologiques : les unités territoriales ne doivent pas aller à l'encontre « *des principes de base d'organisation qui assurent l'unité, la coordination et l'efficacité* » de l'ensemble de la formation politique (article 14, chapitre I, Titre II des statuts du PP de 1999). En termes de pratiques militantes, cette précaution équivaut à un droit de veto pour les instances dirigeantes dans le choix des présidents régionaux. La plupart des congrès suivent d'ailleurs les indications de la direction nationale en ne présentant qu'une liste bloquée, plébiscitée en congrès. Même en cas de conflits au sein d'un parti régional, la liste officielle est élue^{xi}. Un adhérent du PP, mandataire à un congrès régional de crise où deux listes étaient en concurrence, expliquait la participation des adhérents au choix des dirigeants nationaux de la façon suivante : « *A Madrid, je ne perds jamais !* », sous-entendant par là que la principale ressource pour être présent dans les comités exécutifs territoriaux est l'appui de la direction nationale^{xii}.

A la lumière des pratiques militantes, la participation réelle des adhérents demeure largement symbolique. Le vote des congressistes permet, certes, l'adoption des préférences identitaires et la sélection de l'élite nationale et intermédiaire du parti, cependant, le processus de décision est effectivement contrôlé par la coalition dominante qui gère tout le processus de préparation et de sélection ne laissant aux adhérents du parti que la possibilité de plébisciter les choix stratégiques des responsables du Comité Exécutif National.

La sélection des candidats aux élections : un processus fortement centralisé

Une autre fonction stratégique du parti fait de plus en plus l'objet de demandes de participation accrue au sein des organisations partisans : la sélection des candidats pour les élections et donc, en dernière instance, la sélection du personnel politique.

Le Partido Popular ne semble guère, en la matière, différer des autres partis des sociétés industrialisées. En effet, nombre de formations politiques ont mis en place deux instruments de sélection des candidats : des règles formelles instituant une participation de la base dans le processus de sélection des candidats doublée d'un contrôle effectif de l'élite partisane par un droit de veto final. L'analyse détaillée du processus de sélection des candidats tend à prouver généralement que celui-ci ne permet pas encore une participation effective des bases (Scarrow, S., Webb, P., Farrell, D. M., *in*, Russell, J. Dalton, 2001, pp. 138-142). Le Partido Popular ne fait pas exception à la règle.

Le mode de désignation des candidats populaires aux élections législatives, autonomes et municipales repose sur un système formel de concertation entre d'une part les représentants du Comité Exécutif National, par le truchement du Comité Electoral National composé de membres de l'exécutif partisan, et les Comités Electoraux régionaux. Toutefois, le droit de regard du Comité Electoral National sur la composition des listes demeure fort et les choix peuvent être imposés contre la volonté des adhérents territoriaux. Ce contrôle de la direction partisane sur la confection des listes est favorisé par toute une série de facteurs structurels et conjoncturels. De la même façon, ces facteurs ne favorisent guère une démocratisation et une décentralisation de la prise de décision. Tout d'abord, le mode de construction du parti – par pénétration territoriale (Eliassen, K., Svaasand, L., 1975)^{xiii} – a durablement marqué la configuration des relations de pouvoir entre acteurs partisans et, par conséquent, a conditionné un degré minimal de participation militante. De plus, le facteur institutionnel favorise un ascendant de la direction nationale en matière décisionnelle. La capacité pour des notables élus d'émerger au sein de l'organisation est compliquée par le mode de scrutin espagnol. Le scrutin de liste a pour conséquence une centralisation des processus de décision au sein des partis espagnols, mais également une rotation consécutive des parlementaires au sein du groupe ainsi qu'une faible liaison entre ces derniers et leurs circonscriptions (Montabes, Juan, Ortega, Carmen, 1999). Depuis la fondation du PP, le taux de rénovation des parlementaires demeure élevé (Chadel, Frédérique, 2000, p. 552), ce qui limite d'autant la capacité des élus à mettre en place de véritables réseaux de soutien partisans notamment auprès des militants de leur circonscription. Cette pratique de sélection des candidats a des conséquences non négligeables en matière de pratiques militantes et d'autonomisation des élus (les candidats dépendent de la direction pour nombre de ressources, notamment en ce qui concerne les financements, le déroulement des campagnes fort professionnalisées et intégrant peu les militants de base). D'autre part, un facteur purement conjoncturel permet d'atténuer cette règle : la variable électorale. Le système proportionnel a l'avantage, en cas de bonnes performances électorales, de composer à la fois avec les choix stratégiques d'envergure nationale, mais également avec les propositions locales : « *En ce qui concerne la désignation des candidats, ce système de proportionnelle permet que la confection des listes se fasse selon un équilibre entre deux principes opposés qui sont la nomination par le parti et le choix par la structure locale, en l'occurrence le parti régional le plus souvent, même s'il s'agit d'une circonscription provinciale* » (responsable populaire, 1999). Toutefois, le droit de veto des échelons supérieurs sur les desiderata des unités territoriales demeure effectif pour les

premières places des listes (Von Beyme, Klaus, 1986, p. 509). En ce qui concerne les élections municipales et autonomes, quelques exemples récents confirment une centralisation du processus de décision, même dans le cas d'élus fortement implantés, les bases n'étant jamais réellement intégrées au processus de décision. En effet, les cas de parachutages ou de désignation de têtes de liste par la direction du PP concerne encore nombre de capitales de province et de communautés autonomes. Les élections municipales et autonomes de mai 2003 suscitent déjà de nombreux débats au sein du comité exécutif, pour des municipalités aussi symboliques que Madrid ou Barcelone. Toutefois, ces délibérations n'intègrent guère les bases militantes et relèvent plutôt d'une stratégie électorale nationale. Le cas de la municipalité de Madrid est révélateur du poids de la direction nationale sur le processus de sélection des candidats, même dans le cas de notables élus depuis plusieurs mandats. En effet, le maire populaire, Álvarez del Manzano, en poste depuis trois mandats, conserve peu d'espoir d'être présenté une quatrième fois par son parti, la direction nationale cherchant à contrer l'effet d'annonce de l'exécutif du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) soutenant une candidate à ce poste^{xiv}. Preuve du manque d'influence des bases en matière de sélection des candidats aux élections, le choix de la candidate populaire pour la mairie de Madrid^{xv} doit être annoncé par la direction nationale durant le congrès du PP madrilène en 2002, les militants n'étant pas consultés à cette occasion. L'exemple le plus emblématique de la non-intervention des adhérents dans la sélection des candidats reste pourtant la succession annoncée de JM^a Aznar comme candidat à la présidence du gouvernement en 2004. Malgré la pression d'un groupe de responsables populaires, emmené par F. Álvarez Cascos, de donner aux militants la possibilité de voter de l'opportunité d'une telle promesse lors du prochain congrès (25-26-27 janvier 2002), les adhérents sont tenus à l'écart d'une décision centrale pour la vie du parti, le leader ayant annoncé qu'il choisirait, au sein d'un conclave de fidèles, le futur candidat populaire^{xvi}.

Même si le processus de sélection des candidats intègre encore peu les adhérents du parti, la stabilisation électorale du PP et son maintien au pouvoir dans nombre de provinces pourraient, à moyen terme, encourager une autonomisation des élus et des unités territoriales, ce qui engendrerait une plus grande participation des adhérents à cette fonction clé de la vie partisane qu'est la sélection des candidats aux élections.

En guise de conclusion... Quelle évolution pour la participation des adhérents au sein du Partido Popular ?

La participation des adhérents à des activités clés au sein de l'organisation montre une propension forte à la centralisation des processus de décision au sein du Partido Popular, surtout en ce qui concerne la désignation des candidats pour les élections. Cependant, la ritualisation de la participation des adhérents par l'organisation du congrès à tous les niveaux territoriaux permet d'offrir un espace d'influence aux bases et aux cadres intermédiaires dans des domaines d'activités importants du parti. Cette participation, même si elle demeure symbolique, sert incontestablement le processus de légitimation du leadership de la formation politique et contente les bases militantes. De plus, l'inexistence au sein du PP de tendances organisées, des résultats électoraux stables permettant au parti de gouverner par majorité absolue et de diriger la plupart des communautés autonomes ainsi que les capitales de province ne favorisent guère la structuration de revendications en faveur de plus de participation des adhérents. Or, le changement des pratiques de pouvoir au sein des partis

dépend certes d'une volonté transformationnelle des leaders (Harmel, Robert, *et al.*, 1995), mais est également favorisé par une capacité de coalitions rivales organisées d'encadrer de telles revendications, le plus souvent lors de situations de délégitimation forte de la coalition dominante. Toutefois, les dirigeants populaires s'inscrivent bien dans la tendance constatée pour nombre de partis conservateurs européens et envisagent, malgré le coût financier supplémentaire pour le parti, d'accroître les modes de participation symbolique de ses adhérents, d'une part, mais également de l'ensemble de ses sympathisants. En effet, les responsables de l'Organisation envisagent de transformer les statuts partisans lors du XIV^{ème} congrès du parti (fin janvier 2002). Les débats idéologiques auraient lieu désormais tous les ans au sein de conventions nationales, régionales et provinciales pour les adhérents. D'autre part, le système des « boîtes à lettres populaires » inventé par l'ancien responsable de l'Aire « Etudes et Programmes » est désormais transféré sur le site internet du PP, ce qui devrait permettre formellement la participation de l'ensemble des sympathisants populaires. Cette évolution prouve que les adhérents sont de plus en plus considérés comme un mode de légitimation important du leadership du parti, mais également, à l'extérieur de l'organisation, comme une ressource essentielle de mobilisation électorale, moins selon la méthode classique prônée par le parti de masse que comme porte-étendard de la qualité de l'organisation, de sa capacité mobilisatrice et de son caractère fortement démocratique.

Frédérique CHADEL

Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherches

Laboratoire : Institut de Ciències Polítiques i Socials

(Universitat Autònoma de Barcelona)

Bibliographie indicative

- BEYME, Klaus Von (1986), *Los partidos en las democracias occidentales*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- CHADEL, Frédérique (2000), « Etude comparative du leadership dans les partis politiques : le Partido Popular et le Rassemblement pour la République », Thèse de doctorat, Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence – Universitat Autònoma de Barcelona.
- CHADEL, Frédérique (2001a), « Comparative Study of the Executives in the PP and the RPR: Power Configuration and Professionalization », Paris, Colloque franco-britannique, Centre de la Vie Politique Française.
- CHADEL, Frédérique (2001b), « Penser le changement dans les partis politiques. Le processus d'institutionnalisation au Partido Popular », Barcelone, Institut de Ciències Polítiques i Socials, *working-paper* n° 192.
- DUVERGER, Maurice (1951), *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin.
- ELIASSEN, K., SVAASAND, L. (1975), "The Formation of Mass Political Organizations: an Analytical Framework", *Scandinavian Political Science*, X, pp.95-120.
- FRANKLIN, Mark, MACKIE, Yom, VALEN, Henry, *et al.*(1992), *Electoral Change : Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*, New-York, Cambridge University Press.
- HARMELE, Robert, *et alii.* (1995) "Performance, Leadership, Factions and Party Change: An Empirical Analysis", *West European Politics*, vol. 18, n°1, pp.1-33.

- KATZ, Richard S., MAIR, Peter (1992a), "Changing models of Party Organisation: The emergence of the Cartel Party", Workshop *Democracies and the Organisation of Political Parties*, ECPR Joint Sessions, University of Limerick, 30 mars-4 avril.
- KATZ, Richard, MAIR, Peter (1992b), *et alii*, *Party Organizations, A Data Handbook*, Londres, Sage Publications.
- KATZ, Richard, MAIR, Peter (1994), *How Parties Organize*, Londres, Sage Publications.
- KIRCHHEIMER, Otto (1966), "The transformation of the Western European Party systems", *in*, LAPALOMBARA, Joseph, WEINER, Myron, *Political parties and political development*, Princeton, Princeton University Press, pp. 177-200.
- LAPALOMBARA, Joseph, WEINER, Myron (1966), *Political parties and political development*, Princeton, Princeton University Press.
- MAY, John (1973), « Opinion Structure of Political Parties : The Special Law of Curvilinear Disparity », *Political Studies*, 21, pp. 135-151.
- MICHELS, Roberto (1914), *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion.
- MONTABES, Juan, ORTEGA, Carmen (1999), « Candidate Selection in two Rigid List Systems : Spain and Portugal », European Consortium for Political Research, working paper, 27^{ème} Session, Manheim.
- OSTROGORSKI, Mosei (1979), *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Seuil.
- PANEBIANCO, Angelo (1990), *Modelos de partido*, Madrid, Alianza Editorial.
- RUSSELL, J. Dalton, WATTENBERG, Martin P. (2001), *Parties without Partisans*, Oxford, Oxford University Press.
- SCARROW, Susan, WEBB, Paul, FARRELL, David (2001), « From Social Integration to Electoral Contestation. The Distribution of Power within Political Parties », *in*, RUSSELL, J. Dalton, WATTENBERG, Martin P. (2001), *Parties without Partisans*, Oxford, Oxford University Press.

Notes

ⁱ Officiellement, les dirigeants du PP revendiquent près de 600 000 adhérents.

ⁱⁱ Toutefois, quelques bémols doivent être apportés à ce tableau idéal de la participation militante. Tout d'abord, le processus d'élection des mandataires suscite peu de surprises, le nombre des candidats pour cette fonction étant, pour certaines provinces, équivalent au nombre de postes à pourvoir. Le quotidien *El País* faisait état, pour le cas des assemblées du PP catalan, de la possibilité pour les adhérents de ne voter que 10 % des mandataires. *El País*, 20 novembre 2001. Cette situation est confirmée par un entretien que nous avons réalisé avec un dirigeant populaire. De plus, une autre nuance peut être formulée, commune à nombre de partis, le congrès qui devrait être le lieu de représentation de l'ensemble des adhérents et donc y-compris des bases, présente nécessairement une distorsion puisque la représentation sociologique des mandataires montre une forte domination d'adhérents en charge de fonctions publiques (70 % dont 47 % à niveau local, 7,75 % à niveau autonome et 4,8 à niveau central). Données fournies par le Partido Popular.

ⁱⁱⁱ Les compétences des congressistes sont statutairement les suivantes : approbation et censure de l'action du Comité Exécutif National et de la Junte Directive Nationale, approbation de changements statutaires ou organisationnels, connaissance des comptes du parti, débat de tout document qui affecte « la pensée politique du Partido Popular » ou qui définit son offre électorale (article 6 du règlement type des congrès).

^{iv} C'est le cas des congrès de 1993 et 1996 qui ont servi de lancement officieux des campagnes électorales, la force militante légitimant symboliquement le candidat populaire.

^v C'est le cas du XIII^{ème} Congrès en 1999 et, dans une moindre mesure, du XIV^{ème} qui suscite d'importants débats autour de la succession de JM^a Aznar et de la composition de l'exécutif en place pour cette transition.

^{vi} Lors du XII^{ème} Congrès en 1996, une chanson avait été composée pour l'occasion et avait été distribuée aux congressistes qui devaient l'entonner avec les dirigeants du parti régulièrement durant toute la durée du congrès. Un responsable partisan nous a expliqué par la suite que tout le déroulement du congrès était soigneusement organisé et que la chanson devait servir à galvaniser les militants, juste avant la campagne pour les élections législatives de mars 1996.

^{vii} Une série d'entretiens semi-directifs réalisés durant les deux congrès étudiés met en avant cette caractéristique commune à tous les congressistes populaires : le sens de la responsabilité des adhérents dans le déroulement de l'acte, leur sentiment de participer véritablement à un événement important de la vie partisane, considéré comme un honneur mettant en exergue leur qualité personnelle. En comparaison, notre étude nous a permis d'observer le déroulement des assises gaullistes où ce sentiment de participation aux décisions partisans n'apparaît pas de façon aussi aiguë, pour ne pas dire, dans certains cas, pas du tout, les assises étant perçues comme une sorte de grand meeting, une réunion de famille, mais non comme le lieu d'une participation militante au processus de décision.

^{viii} Une exception de taille a pourtant été remarquée lors du XIII^{ème} congrès concernant le rapport sur les autonomies et la notion d'unité nationale chère aux militants populaires. Nombre d'amendements ont été apportés au texte de Javier Arenas, par l'ancien président du PP catalan, A. Vidal-Quadras i Roca. Cependant, il s'agissait également d'une bataille d'influence que souhaitait conserver au sein de la direction nationale et dans les médias, l'acteur responsable de ces amendements.

^{ix} Le Comité Exécutif National est composé de responsables exécutifs (secrétaire général, coordinateurs d'aires et secrétaires exécutifs) et de membres « simples », soit élus, soit membres de droit. Une dernière catégorie (symbolique) est celle des sous-secrétaires généraux.

^x La plupart des responsables d'aires sont élus à leur arrivée au sein du CEN ou le sont depuis peu. Leur recrutement est plutôt le fait de l'appartenance au réseau présidentiel durant les premières années du leadership de JM^a Aznar ou ont eu une carrière partisane de type « gestionnaire » pour les derniers comités exécutifs. Voir, Chadel, Frédérique, 2001a ; Chadel, Frédérique, 2001b.

^{xi} L'exemple du PP catalan est à cet égard révélateur. Les oppositions vives entre secteurs – les tenants d'un rapprochement des nationalistes modérés et les opposants fermes au parti de centre-droit catalan, *Convergència i Unió* – ont pendant près d'une décennie été fort actives au sein de cette organisation territoriale. Les choix des présidents régionaux se sont faits systématiquement en fonction des nécessités stratégiques de la direction nationale, notamment en matière électorale. Les capacités des adhérents en opposition avec la présidence régionale à s'organiser est particulièrement compliquée. Un exemple récent de création d'un secteur, « *La gavina blanca* » (« La mouette blanche ») prouve la faible possibilité d'adopter une stratégie de prise de parole au sein des PP régionaux. Les promoteurs de cette tendance l'ont créée à la suite des élections municipales de 1999 après avoir été sortis des listes électorales municipales alors qu'ils étaient déjà conseillers municipaux dans les mairies de la ceinture de Barcelone. Les composants de cette tendance ont quitté le PP catalan, non sans avoir subi, pour certains d'entre eux, une procédure disciplinaire. Voir, *El País*, 1^{er} avril 2001 ; *El País*, 19 septembre 2001.

^{xii} Il est à noter d'ailleurs que les présidents régionaux le sont depuis relativement peu de temps et que la capacité à rénover les élites territoriales demeure importante au sein du PP, mais toujours sur la base d'une liste unique appuyée par la direction nationale. Voir, Chadel, Frédérique, 2000, pp. 427 et suivantes.

^{xiii} Non seulement, le PP (alors *Alianza Popular*) a été fondé pour concourir aux premières élections législatives de la période de transition, les élections constituintes, et donc a nécessité une intervention forte des leaders fondateurs pour présenter des listes dans de nombreuses provinces, mais de surcroît, la longue période d'opposition subie par le parti dans la majorité des provinces durant les premières années d'existence de l'organisation a entraîné une règle d'intervention de la direction nationale sur la question du choix des candidats pour les élections.

^{xiv} Le maire en poste souhaite conserver sa municipalité. Toutefois, les négociations engagées pour échanger sa candidature contre une autre fonction publique semble ne pas contredire la règle de l'imposition des candidatures par l'exécutif populaire. *El País*, 19 novembre 2001.

^{xv} Le choix porte entre la présidente du Sénat et ancienne ministre de la Culture durant le premier gouvernement Aznar, Esperanza Aguirre, et la première adjointe à la mairie de Madrid et responsable de l'Aire « Formation » dans le Comité Exécutif National de 1999, Mercedes de la Merced Monge.

^{xvi} Ce choix est d'autant plus important qu'il déterminera la présidence du parti, JM^a Aznar ayant annoncé qu'il abandonnerait la présidence du parti en cas de victoire du candidat choisi. Voir les éditions du *El País* de fin novembre et décembre 2001. De plus, cette centralisation s'inscrit dans la tradition du PP. Le choix du futur candidat par le leader lui-même s'est déjà produit pour les populaires lorsque Manuel Fraga Iribarne, fondateur d'Alianza Popular, a refondé le parti et a désigné son successeur.